IV

(Informations)

INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

CONSEIL

Conclusions du Conseil sur le rôle de l'éducation et de la formation dans la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020

(2011/C 70/01)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

SOULIGNANT qu'il est pleinement disposé à mettre au service du Conseil européen les compétences du Conseil en matière de politiques d'éducation et de formation et à contribuer activement à la réussite de la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020 pour l'emploi et la croissance ainsi que du «semestre européen»;

RAPPELANT que ladite stratégie vise à assurer une croissance intelligente, durable et inclusive et qu'elle repose sur plusieurs grands objectifs de l'UE ainsi que sur une série d'initiatives phares;

ET À LA LUMIÈRE DE l'analyse annuelle de la croissance réalisée par la Commission pour 2011, y compris le rapport d'avancement de la stratégie Europe 2020, le rapport macroéconomique et le projet de rapport conjoint sur l'emploi, et des lignes directrices intégrées Europe 2020;

SOULIGNE QUE:

L'éducation et la formation ont un rôle de premier plan à jouer dans la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive, non seulement en dotant les citoyens des qualifications et des compétences dont l'économie et la société européennes ont besoin pour rester compétitives et innovantes mais aussi en contribuant à la promotion de la cohésion et de l'inclusion sociales. Le rôle fondamental que jouent l'éducation et la formation devrait par conséquent être pleinement pris en compte dans les travaux du Conseil au cours du nouveau «semestre européen», processus lancé au début de l'année 2011. En particulier, avec le soutien de la Commission, le Conseil devrait veiller à ce qu'un examen approfondi soit consacré à des questions telles que les politiques et les réformes dans le domaine de l'éducation et de la formation, la contribution de ces secteurs aux objectifs européens et l'échange des bonnes politiques et des bonnes pratiques en la matière.

CONSIDÈRE QUE:

1. Le cadre stratégique pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation (Éducation et formation 2020) et les quatre objectifs stratégiques ⁽¹⁾ fixés

dans ce contexte ont permis de jeter des bases solides pour la coopération européenne en la matière et peuvent donc contribuer dans une large mesure à la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020.

2. Dans le cadre du processus de Copenhague, dont les priorités stratégiques pour la décennie qui commence ont été examinées lors de la réunion ministérielle tenue à Bruges en décembre 2010 ⁽²⁾, l'accent est mis sur le fait que l'enseignement et la formation professionnels (EFP) ont un rôle essentiel à jouer pour concourir aux objectifs de la stratégie Europe 2020 en développant des compétences et aptitudes de qualité élevée correspondant aux besoins.

3. Deux des initiatives phares proposées dans le cadre de la stratégie Europe 2020 sont en rapport étroit avec l'éducation et la formation:

i) Premièrement, l'initiative *Jeunesse en mouvement*, qui vise à aider les jeunes à réaliser pleinement leur potentiel en matière de formation et d'éducation et, par là, à améliorer leurs perspectives en matière d'emploi. Il faut, de toute urgence, faire en sorte que le nombre de jeunes quittant prématurément le système scolaire diminue, que tous les jeunes acquièrent les compétences de base nécessaires à de futurs apprentissages et que les occasions de se former plus tard dans la vie soient plus nombreuses. Les établissements d'enseignement supérieur devraient être encouragés à améliorer la qualité et la pertinence des cours qu'ils dispensent, de façon à encourager des citoyens provenant d'horizons plus diversifiés à s'inscrire dans l'enseignement supérieur; il faudrait par ailleurs promouvoir la mobilité pour tous les jeunes dans l'ensemble du système éducatif, ainsi que dans des contextes d'apprentissage non formels, tels que l'animation socio-éducative et la participation des jeunes. En outre, il conviendrait d'encourager les expériences d'apprentissage en entreprise et de formation à l'esprit d'entreprise, et d'étendre les possibilités en matière d'activités de volontariat, d'emploi indépendant, et de travail et d'apprentissage à l'étranger.

⁽¹⁾ JO C 119 du 28.5.2009.

⁽²⁾ Communiqué de Bruges sur le renforcement de la coopération européenne en matière d'enseignement et de formation professionnels: http://ec.europa.eu/education/lifelong-learning-policy/doc/vocational/bruges_en.pdf

- ii) Deuxièmement, l'initiative *Une stratégie pour des compétences nouvelles et des emplois*, qui met en exergue la nécessité de renforcer les compétences et d'améliorer l'employabilité. Des progrès doivent être accomplis afin de mieux identifier les besoins en matière de formation, d'augmenter la pertinence de l'éducation et de la formation vis-à-vis du marché du travail, de faciliter l'accès de chacun à des possibilités de formation et d'orientation tout au long de la vie, et d'assurer une transition harmonieuse entre le monde de l'éducation et de la formation et celui de l'emploi. Il convient pour y parvenir de renforcer la collaboration et les partenariats entre les services publics, les acteurs de l'éducation et de la formation ainsi que les employeurs, aux échelons national, régional et local. Pour améliorer l'employabilité, il est également très important d'opérer une transition vers des systèmes de certification fondés sur les résultats du processus éducatif et de valoriser davantage les compétences et aptitudes acquises dans des contextes d'apprentissage non formels et informels.
4. L'éducation et la formation ont également un rôle important à jouer dans d'autres initiatives phares, par exemple la *stratégie numérique pour l'Europe* et *l'Union pour l'innovation*. Les systèmes européens d'éducation et de formation doivent fournir un dosage approprié d'aptitudes et de compétences, former des diplômés en sciences, mathématique et ingénierie en nombre suffisant, doter les personnes des compétences fondamentales et leur donner la motivation et la capacité d'apprendre, encourager le développement de compétences transversales, notamment celles qui permettent d'utiliser les technologies numériques modernes, promouvoir le développement durable et la citoyenneté active, et encourager la créativité, l'innovation et l'esprit d'entreprise.
5. Pour donner suite aux objectifs fixés dans le cadre de l'initiative *Une plateforme européenne contre la pauvreté*, il convient en outre de redoubler d'efforts pour soutenir les apprenants non traditionnels et défavorisés et leur offrir davantage de possibilités. Des facteurs tels que l'amélioration de l'accès, dès la petite enfance, à une éducation et à des services de garde de grande qualité, ou encore l'offre de possibilités novatrices en matière d'éducation et de formation pour les groupes défavorisés sont importants pour réduire les inégalités sociales et permettre à tous les citoyens de réaliser pleinement leur potentiel.

SOULIGNE CE QUI SUIT:

I. L'éducation et la formation sont des éléments essentiels pour atteindre les objectifs de la stratégie Europe 2020

- Il est urgent d'investir de manière efficace dans des systèmes d'éducation et de formation de qualité élevée, modernisés et réformés, car cela jettera les bases de la prospérité à long terme de l'Europe et contribuera également, en donnant aux populations la possibilité d'acquérir davantage de compétences et d'aptitudes d'un meilleur niveau, à permettre de faire face à court terme aux effets de la crise.
 - Il est indispensable de renforcer les possibilités d'éducation et de formation tout au long de la vie pour tous et à tous les niveaux d'éducation et de formation, notamment en améliorant l'attrait de l'EFPP et en favorisant une participation accrue à l'éducation et à la formation des adultes, en tenant compte davantage du marché du travail.
 - Il convient de se pencher d'urgence sur la situation des jeunes, filles et garçons, qui sont confrontés, en raison de la gravité de la crise, à des difficultés exceptionnelles à l'entrée sur le marché du travail.
 - Il y a lieu d'améliorer la capacité d'adaptation des systèmes d'éducation et de formation face à des demandes et tendances nouvelles, afin de mieux répondre aux besoins en compétences du marché du travail et aux défis sociaux et culturels d'un monde globalisé.
- II. Il faudra consentir des efforts accrus pour atteindre les grands objectifs fixés dans le domaine de l'éducation**
- La réalisation des deux grands objectifs de l'UE en matière d'éducation et de formation, à savoir réduire le taux de décrochage scolaire à moins de 10 % et porter à 40 % au moins la proportion de personnes âgées de 30 à 34 ans ayant obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur ou atteint un niveau d'études équivalent, aura une incidence positive sur les emplois et la croissance. Par ailleurs, les mesures adoptées dans le secteur de l'éducation et de la formation contribueront à la réalisation des objectifs fixés dans d'autres domaines, comme par exemple augmenter les taux d'emploi, promouvoir la recherche et développement et réduire la pauvreté.
 - En ce qui concerne le premier de ces deux grands objectifs, il convient d'observer que le décrochage scolaire est un phénomène complexe, soumis à l'influence de facteurs relatifs à l'éducation, liés à l'individu et de nature socio-économique. Pour s'attaquer à ce problème, il est nécessaire de prendre des mesures préventives et correctives, telles que l'enseignement de la seconde chance, et de veiller à la coordination étroite de l'action menée dans les secteurs de l'éducation et de la formation et dans d'autres domaines connexes. Parmi les mesures susceptibles d'être utiles peuvent figurer notamment une meilleure éducation des jeunes enfants, des programmes d'enseignement actualisés, une meilleure formation des enseignants, des méthodes d'enseignement innovantes, une aide individualisée (en particulier pour les groupes défavorisés, y compris les migrants et les Roms) et une coopération accrue avec les familles et la collectivité locale.
 - La réalisation du deuxième objectif impose également d'adopter une approche plurielle. Pour être attrayants et efficaces, les systèmes d'enseignement supérieur ou d'un niveau équivalent doivent faire l'objet d'investissements importants et efficaces, être dotés de programmes d'enseignement modernisés et bénéficier d'une meilleure gouvernance. Il convient de promouvoir l'innovation aux niveaux tant systémique qu'institutionnel, tout en utilisant plus efficacement les fonds disponibles et en trouvant des sources de financement plus variées. Il faut également adopter des mesures d'incitation pour resserrer les liens avec le monde extérieur, grâce à des partenariats avec les entreprises et le secteur de la recherche, et pour ouvrir les systèmes aux apprenants non traditionnels, en prévoyant des incitations appropriées et en encourageant la validation, les systèmes de soutien et les services d'orientation.

INVITE DÈS LORS LES ÉTATS MEMBRES, POUR CE QUI EST DES QUESTIONS RELATIVES À L'ÉDUCATION ET À LA FORMATION, À:

- se doter de programmes nationaux de réforme (PNR) ciblés et pragmatiques, qui contribueront à la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020, y compris les grands objectifs de l'UE;

- 2) adopter des mesures stratégiques qui correspondent aux objectifs nationaux, en tenant compte des positions initiales et des situations nationales propres à chaque État membre, et dans le respect des procédures nationales de prise de décisions;
- 3) mener une coopération horizontale étroite avec les autres secteurs concernés associés à la stratégie *Europe 2020* au niveau national, en particulier avec les ministères de l'emploi, mais aussi avec d'autres acteurs tels que les partenaires sociaux, lors de la définition des politiques nationales pour l'emploi et de l'élaboration des rapports sur leur mise en œuvre à la lumière des lignes directrices intégrées n^{os} 8 et 9 ⁽¹⁾;
- 4) encourager une coopération accrue entre les établissements d'enseignement supérieur, les instituts de recherche et les entreprises afin de renforcer le triangle de la connaissance et d'édifier sur cette base une économie qui soit davantage axée sur l'innovation et la créativité, conformément à la ligne directrice intégrée n^o 4 ⁽²⁾.

INVITE LES ÉTATS MEMBRES ET LA COMMISSION:

- 1) à renforcer la coopération horizontale et l'échange d'expériences et de bonnes pratiques entre les États membres en matière de mise en œuvre des PNR et, le cas échéant, à tenir compte de ces aspects dans les activités futures d'apprentissage en équipe;
- 2) à favoriser encore les possibilités de tirer les enseignements des actions menées, particulièrement dans les domaines concernés par la stratégie *Europe 2020*, et à mettre davantage en adéquation la méthode ouverte de coordination (MOC) avec les besoins et les intérêts des États membres, en utilisant plus efficacement les résultats obtenus grâce à la coopération européenne, en renforçant la transparence et en soutenant une collaboration plus ciblée;
- 3) à resserrer les liens entre les objectifs et les ambitions de la stratégie *Europe 2020*, notamment en renforçant le socle des données factuelles en la matière et en associant plus étroitement les secteurs de l'éducation et de la formation à la tâche consistant à repérer les freins à la croissance et à l'emploi;
- 4) à renforcer, comme indiqué dans l'initiative *Une stratégie pour des compétences nouvelles et des emplois*, la capacité d'anticiper

et de faire coïncider les besoins du marché du travail et les compétences requises, ainsi qu'à offrir le bon dosage de compétences transversales, par exemple en matière numérique et d'entrepreneuriat, et à mettre au point une stratégie globale visant à améliorer l'accès à l'éducation et à la formation tout au long de la vie, en particulier pour les groupes défavorisés.

INVITE LA COMMISSION À:

- 1) renforcer davantage — en parfait accord avec les États membres — les liens entre les modalités de mise en œuvre du cadre stratégique «Éducation et formation 2020» et celles de la stratégie *Europe 2020*, notamment en ce qui concerne les cycles de travail, l'établissement de rapports et la fixation d'objectifs. La Commission devrait notamment tenir compte des grands objectifs et des mesures adéquates prises au titre des initiatives *Jeunesse en mouvement* et *Une stratégie pour des compétences nouvelles et des emplois* lorsqu'elle proposera les priorités à moyen terme pour le prochain cycle du cadre stratégique «Éducation et formation 2020»;
- 2) faire en sorte que les rapports conjoints sur les progrès accomplis au titre du cadre stratégique «Éducation et formation 2020» prennent dûment en compte les objectifs de la stratégie *Europe 2020*, tout en reconnaissant la valeur ajoutée distincte que ces rapports offrent en vue d'une meilleure compréhension des politiques nationales des États membres en matière d'éducation;
- 3) fournir une analyse approfondie des progrès accomplis en vue de la réalisation des grands objectifs et des critères de référence du cadre stratégique «Éducation et formation 2020», destinée à servir de base à un échange de vues au sein du Conseil au cours de chaque «semestre européen»;
- 4) renforcer la visibilité et la transparence des mesures prises dans le cadre de la MOC, en assurant une coordination opérationnelle efficace qui associe les États membres et prévoit de faire participer les acteurs concernés;
- 5) fournir une analyse à l'appui des échanges dans le cadre de la MOC sur le lien entre les investissements dans le domaine de l'éducation et les approches stratégiques visant à atteindre les objectifs de la stratégie *Europe 2020*.

⁽¹⁾ Ligne directrice n^o 8: développer une main-d'œuvre qualifiée en mesure de répondre aux besoins du marché du travail et promouvoir l'éducation et la formation tout au long de la vie.

Ligne directrice n^o 9: rendre les systèmes d'éducation et de formation plus performants à tous les niveaux et augmenter la participation à l'enseignement supérieur ou d'un niveau équivalent.

⁽²⁾ Ligne directrice n^o 4: optimiser le soutien à la recherche et au développement et à l'innovation, renforcer le triangle de la connaissance et libérer le potentiel de l'économie numérique.